



31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

Meeting de soutien aux trois piquets de travailleurs sans-papiers en grève

Jeudi 10 mars à 19h00

Bourse du Travail annexe, Salle Henaff, 85 rue Charlot 75011 Paris

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ces derniers ont formé des piquets devant leurs entreprises : RSI, une société d'intérim, basée à Gennevilliers (92), DPD, filiale de La Poste pour le colis, au Coudray-Montceaux (91) et Chronopost, l'autre filiale colis de La Poste, à Alfortville. Ils réclament leur régularisation auprès des préfectures qui, depuis, font la sourde oreille.

Les préfectures et le pouvoir ferment les portes et manœuvrent !

Dans les Hauts-de-Seine, la préfecture de Nanterre campe dans son refus de recevoir une délégation des grévistes de RSI, qui ont pourtant obtenu de l'employeur, par la lutte, les documents (CERFAs) réclamés pour demander la régularisation.

Dans le Val-de-Marne, la Préfecture de Créteil a reçu une délégation le 31 janvier, mais sans retour depuis, et a refusé de recevoir les grévistes sans papiers lors de nos deux dernières manifestations.

Dans l'Essonne, la préfecture reçoit certes des délégations lors de nos manifestations. Mais c'est chaque fois pour couvrir les manœuvres grossières et provocatrices de la Poste (DPD) et de son sous-traitant Derichebourg, qui refusent de se reconnaître comme employeurs des travailleurs sans-papiers en lutte ; préfecture qui s'assoit y compris sur les conclusions de l'inspection du Travail.

La direction des étrangers du ministère de l'Intérieur, après nous avoir reçus le 9 février a prétexté l'arrivée de réfugiés ukrainiens et refusé de nous recevoir le 4 mars dernier.

La complicité avec les employeurs employant les Sans-papiers

Cette attitude des préfectures face aux grèves traduit une **complicité affichée du pouvoir avec les employeurs, publics ou privés**, qui profitent massivement de l'exploitation du travail précaire et des travailleurs sans titre, pour s'assurer des profits colossaux basés sur la **négation des droits du travail et des droits sociaux élémentaires**.

Être sans papiers, c'est être contraint d'accepter les emplois les plus durs, mal ou pas payés, c'est s'exposer aux accidents du travail non reconnus et pas indemnisés, c'est renoncer aux congés payés, c'est l'absence de protection sociale (contrairement aux balivernes racistes véhiculées par l'extrême droite), c'est le licenciement par texto et l'absence de droits aux prestations chômage.

Bien souvent, ce sont des grandes entreprises, y compris à capitaux publics, comme La Poste, qui puisent dans ce « marché » des travailleurs sans titre, ultra précaires, **pour faire baisser sans cesse les coûts de production et la masse salariale au profit des actionnaires** ! Ces patrons sans vergogne masquent et diluent leurs responsabilités d'employeurs par la cascade de sous-traitance et la filialisation généralisée des activités !

Ils profitent à fond de ce système, qui développe sans cesse une armée de réserve de travailleurs sans droits, pour contourner toutes les lois sociales, toutes leurs obligations légales, et organiser un dumping social sans fin.

La police pour contraindre au silence les Sans-papiers

Au travail, ce sont les petits chefs qui exercent une pression permanente sur les chantiers ou les lignes de tri. Des insultes et des cris. À l'extérieur, le quotidien du Sans-papiers, c'est la crainte permanente du contrôle au faciès dans le métro, dans le bus, au coin de la rue, dans les foyers de travailleurs, c'est vivre à chaque instant avec la peur de l'expulsion...

Et quand les travailleurs se mettent en grève, ils sont confrontés à la police qui les évacuent des agences d'intérim comme le 22 octobre de l'agence RSI du boulevard Magenta à Paris. Ou qui évacuent les piquets de grève constitués devant les entreprises : à Gennevilliers, le 1er novembre devant le siège de RSI ; à Alfortville le 3 décembre, devant Chronopost ; au Coudray-Montceaux, le 1er février.



Le 9 février, les occupants des trois piquets devant la direction des étrangers du Ministère de l'Intérieur, rue des Pyrénées

Le mépris du pouvoir pour « *ceux qui ne sont rien* » !!!

Cette attitude des autorités publiques face aux grévistes est en droite ligne avec le **mépris de classe** affiché par le candidat-Président Macron pour « *ceux qui ne sont rien* ». Ceux qui ne sont rien, mais qui font pourtant tourner entreprises et services au quotidien et ne se voient concéder **que le droit de subir et de se taire** !

La façon dont l'État désorganise et liquide les services d'accueil en préfecture pour les demandeurs de papiers, maltraite ces personnes dans des procédures informatiques sans fin et la plupart du temps infructueuses, témoigne aussi de ce **mépris et de cette malveillance**.

Les grévistes sans-papiers décidés à ne plus subir, à ne plus se taire !

Leur mouvement collectif, leur solidarité et leur courage à affronter ce patronat cynique et protégé par l'État, malgré la répression et la menace, est un exemple et un encouragement à relever la tête, à affirmer et à défendre ses revendications, à exiger ses droits, pour tous-tes les « invisibles » qui n'en peuvent plus de ce monde d'exploitation et de mépris !

Le meeting du 10 mars, une étape de la lutte

Cette lutte doit recevoir la pleine solidarité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, car une victoire des plus précaires tire toujours vers le haut les droits de toutes et tous, c'est une victoire pour toutes et tous !

Nous appelons les collectifs, les associations et syndicats qui la soutiennent, toutes les personnes solidaires, à participer au meeting du 10 mars. Ensemble, avec les Sans-papiers mobilisés, avec tous les secteurs de travailleurs en lutte, nous construirons les solidarités qui feront reculer le pouvoir.

Contribuez financièrement à la lutte :

<https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr> ; <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Et dans l'immédiat :

Le gouvernement doit régulariser les occupants des trois piquets de grève RSI, DPD et CHRONOPOST